

# De la violence politique En Marche à la soumission des gens



La violence politique En Marche a des effets dévastateurs pour les gens qui en sont victimes, tant sur le plan de leur vie concrète et sur le plan de leur vie familiale et relationnelle, que sur le plan de l'équilibre de leur vie psychique. La violence politique En Marche pose un important problème de la vie démocratique et on doit comprendre que c'est un mode de gouvernance politique basé sur le contrôle et sur la domination de la vie des gens. La peur du lendemain est une justification de la soumission des gens à la violence politique.

La violence politique En Marche se fonde sur la peur de la répression par la police politique et par la justice aux ordres. La violence politique En Marche se traduit par une

violence psychologique entretenue par la caste politico-médiatique. La propagande En Marche est même un élément essentiel qui permet l'emprise et la domination des gens. Cette maltraitance politico-médiatique est assurée par les Fake News officielles des campagnes de propagande et de désinformation sur les télés vulgaires aux mains des milliardaires.

Même si la violence politique En Marche n'est pas toujours consciente chez les gens qui en sont les victimes, la peur est bien là, à tous les stades de la violence politique En Marche. On ne peut pas parler de la répression et du contrôle de la conduite automobile à 80 km/h sans parler de violence psychologique car il existe un continuum entre les deux formes de domination-soumission de la gouvernance politique En Marche.

Quand la police politique frappe contre un site de réinformation, le but n'est pas de faire respecter la loi, mais de faire peur pour soumettre l'opposition et pour garder le pouvoir de diffuser les seules Fake News officielles des campagnes de propagande et de désinformation, pouvoir confirmé par la justice aux ordres.

L'enjeu de la violence politique, c'est toujours le contrôle et la domination des gens. Autrefois, la violence politique n'intervenait que si le peuple résistait au contrôle et à la violence de la propagande politique de désinformation comme en URSS. Même si la violence politique laisse des traces sur les esprits, elle n'est pas pour autant facile à dénoncer car il faut compter sur la peur de la répression par la police politique et par la justice aux ordres. La plupart du temps, les gens ne mesurent la violence politique qu'en fonction de la répression fiscale ressentie avec le scandale de la CSG de la honte et la limitation-répression des radars à 80 km/h. C'est ainsi que l'intentionnalité répressive de la gouvernance politique En Marche est avérée.

Même si la vie démocratique est blessée, les gens ne considèrent pas forcément une nouvelle taxe et de nouveaux prélèvements ayant entraîné une perte réelle de leur pouvoir d'achat comme étant de la violence politique pure, car le gouvernement affirme qu'il n'augmentera pas les impôts. La violence politique ne peut se réduire à un seul épisode fiscal En Marche car le coup foireux des nouvelles taxes devra obligatoirement se reproduire, et cela de manière répétée, avec la gabegie de la dépense publique de Macron En Marche.

Tant qu'elle n'est pas dénoncée régulièrement et fermement par l'opposition, il y aura toujours une escalade de la violence politique en intensité et, en conséquence, une répression politique accrue. Il suffit pour cela d'évoquer les nouvelles agressions contre les automobilistes par le contrôle technique aggravé, les menaces de sanction d'Hidalgo-home et les radars fiscaux par suite de la limitation de la vitesse à 80 km/h.

Il s'agit de faire peur aux gens afin qu'ils se soumettent à la violence politique En Marche. La peur et l'anticipation de la sanction-répression par la police politique et par la justice aux ordres sont dommageables pour le sentiment de sécurité psychologique des gens contre qui ce coup politique est réellement porté. Cela est renforcé par l'incertitude dans laquelle la plupart des gens sont tenus sur la réalité de la menace judiciaire.

Il s'agit, dès qu'un nouveau coup politique avec de nouvelles taxes a été porté, de mettre les citoyens mal à l'aise, afin de créer une tension et de les effrayer par la police politique. Il s'agit de montrer à tout le monde qui détient réellement le pouvoir de nuisance fiscale par le biais de la violence politique En Marche.

Lorsque la violence politique est installée, les cycles des nouvelles taxes et des menaces de sanction se répètent dans une spirale de violence politique qui va en s'accélégrant dans le temps avec une intensité accrue. Au fur et à mesure, la

période de rémission par rapport à de nouveaux impôts se raccourcit et le seuil de tolérance des petites gens augmente. C'est pourquoi les petits retraités pauvres finissent par trouver cette violence normale, voire même justifiée, avant de disparaître de mort lente ou de devoir se suicider.

À un certain moment, si aucune révolte ne vient interrompre ce processus de violence politique En Marche, un danger vital pour la paix et pour la démocratie va s'installer dans le pays réel.

Car chez Macron En Marche, il y a une sorte d'addiction à ce comportement fiscaliste de Bercy. Il ne peut pas soulager, mais seulement tenter de dissimuler la tension fiscale En Marche, autrement que par la violence politique. Lorsque ce cycle fiscaliste est initié, il ne peut être interrompu que par le peuple lui-même.

Contre ce cycle de la violence politique fiscaliste, l'alternance politique est la seule solution. C'est la mission de la Droite Nationale qui doit œuvrer pour la réconciliation, contre le système de punition En Marche.

**Thierry Michaud-Nérard**